
[Les fonds pour le carbone de la Banque mondiale ont peu de chances de contribuer à atténuer la pauvreté en Ouganda](#)

Au cours de cette année, plusieurs fonctionnaires gouvernementaux de l'Ouganda ont reçu de vastes concessions de terres aptes à l'afforestation et au reboisement suivant le Mécanisme de développement propre du Protocole de Kyoto (voir Bulletin N° 74 du WRM). En réponse aux pressions publiques, le ministère des Eaux, des Terres et de l'Environnement a émis une déclaration où il était dit que ces octrois de terres devaient être considérés comme faisant partie d'un projet du ministère destiné à « revitaliser » les forêts dégradées en les allouant à des entreprises privées par l'intermédiaire du Département forestier. Ce que le ministre n'a pas mentionné, c'est le rapport probable qui existe entre cette initiative et le Mécanisme de développement propre, qui offre des crédits de puits de carbone aux compagnies qui plantent des arbres.

Il est encore trop tôt pour que des projets concrets surgissent autour de ces concessions. Pourtant, elles sont le signe d'une possibilité inquiétante, à savoir, que les crédits des puits de carbone accélèrent la participation du secteur privé dans l'activité forestière en Ouganda. Une preuve supplémentaire découle du fait que les communautés voisines des aires à attribuer avaient elles aussi demandé des concessions, mais sont rentrées les mains vides. Cette tendance à favoriser les entreprises privées pourrait avoir deux conséquences négatives. Premièrement, elle refuse aux communautés locales la possibilité de participer activement à la restauration de ces régions ; deuxièmement, l'octroi de terres publiques à des entreprises privées limitera sans doute l'accès – qui était jusqu'à présent libre – du public dans ces aires, aggravant ainsi la situation déjà précaire de beaucoup de paysans pauvres du pays.

Du moment que les fonds pour le carbone de la Banque mondiale, qui a choisi l'Ouganda et le Kenya comme pays clés pour l'octroi de financement, renforceront la tendance à la privatisation des terres naguère ouvertes à tous et favoriseront au moyen du MDP les projets à y mettre en place, on a du mal à comprendre comment ils pourront contribuer à atténuer la pauvreté.

Jutta Kill, SinksWatch, adresse électronique : jutta@fern.org; site sur la toile : www.sinkswatch.org.